

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

SAD DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Acquisition et location de véhicules neufs et d'occasion, particuliers ou utilitaires (PTAC= \leq 3,5T), toutes motorisations, avec ou sans prestation d'entretien et maintenance, pour le GHT Sud Bretagne

N° du CCP : 2026-03

Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)
Etablissement support du GHT Sud Bretagne
Direction des Achats et de la Logistique / Cellule Marchés de Territoire
5 avenue de Choiseul
BP 12233
56322 LORIENT
Tél : 02.97.06.97.73
Mail : cellulemarches@ghbs.bzh
Plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique	3
2 - Dispositions générales du contrat	3
2.1 - Objet du contrat.....	3
2.2 - Décomposition du contrat	3
2.3 - Forme des marchés spécifiques.....	3
3 - Pièces contractuelles	3
3.1 - Système d'acquisition dynamique	3
3.2 - Marchés spécifiques	3
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	3
5 - Durée et délais d'exécution	4
5.1 - Durée / Délais d'exécution des marchés spécifiques	4
6 - Prix	4
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	4
6.2 - Modalités de variation des prix	4
7 - Garanties Financières.....	4
8 - Avance.....	4
9 - Modalités de règlement des comptes	4
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	4
9.2 - Délai global de paiement	4
9.3 - Paiement des cotraitants	4
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	4
11 - Développement durable	5
12 - Constatation de l'exécution des prestations	5
13 - Garantie des prestations.....	5
14 - Maintenance	5
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	5
16 - Pénalités et primes	5
16.1 - Pénalités de retard.....	5
16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	5
16.3 - Pénalité pour travail dissimulé	5
17 - Assurances	6
18 - Clause de réexamen.....	6
19 - Résiliation du contrat.....	6
19.1 - Conditions de résiliation des marchés spécifiques.....	6
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	6
20 - Règlement des litiges et langues	7
21 - Comptable assignataire	7
22 - Dérogations.....	7

1 - Préambule : principe de fonctionnement du Système d'acquisition dynamique

Le S.A.D. se définit comme un processus de consultation entièrement électronique qui permet à l'acheteur de présélectionner dans un premier temps des opérateurs économiques puis, dans un second temps, d'attribuer des marchés spécifiques après mise en concurrence de ces opérateurs présélectionnés.

Il n'établit, par lui-même, aucune relation contractuelle entre l'acheteur et les opérateurs présélectionnés. Seuls les marchés spécifiques pourront faire naître des droits et obligations pour leurs parties.

Le présent cahier des charges définit les clauses types qui formeront la matière des futurs marchés spécifiques.

2 - Dispositions générales du contrat

2.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Acquisition et location de véhicules neufs et d'occasion, particuliers ou utilitaires (PTAC=<3,5T), toutes motorisations, avec ou sans prestation d'entretien et maintenance, pour le GHT Sud Bretagne.

Chaque marché spécifique détaillera son propre objet.

L'acheteur référent aura en charge la passation, la signature et la notification du système d'acquisition dynamique.

2.2 - Décomposition du contrat

L'acheteur précisera s'il recourt à l'allotissement lors de la mise en concurrence des marchés spécifiques.

2.3 - Forme des marchés spécifiques

Les marchés spécifiques seront des accords-cadres à bons de commande avec maximum.

Chaque accord-cadre sera attribué à un opérateur.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

3 - Pièces contractuelles

3.1 - Système d'acquisition dynamique

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le cahier des clauses particulières (CCP),
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

3.2 - Marchés spécifiques

Les pièces du marché spécifique définies ci-après s'ajoutent aux pièces contractuelles du SAD, cité ci-dessus dans les mêmes conditions :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) propre à chaque marché spécifique,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique et financière du titulaire
- Le bordereau des prix unitaires (pour les catégories rémunérées à prix unitaires) et/ou la décomposition des prix forfaitaires (pour les catégories rémunérées à prix forfaitaires)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent contrat comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée / Délais d'exécution des marchés spécifiques

Chaque marché spécifique détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

Chaque bon de commande fixe les délais d'exécution ou de livraison des prestations

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations seront réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire dans les conditions définies par chaque marché spécifique.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue par le marché spécifique.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les conditions de remise puis de restitution des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire seront définies par chaque marché spécifique.

Stockage, emballage et transport :

Les dispositions applicables au stockage, à l'emballage et au transport des fournitures seront définies par chaque marché spécifique.

Conditions de livraison :

Les conditions de livraison seront définies par chaque marché spécifique.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution à caractère environnemental seront définies, le cas échéant, par chaque marché spécifique.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

Les conditions de vérification ainsi que les décisions faisant suite à ces vérifications seront définies par chaque marché spécifique.

13 - Garantie des prestations

Les conditions de la garantie seront définies par chaque marché spécifique.

14 - Maintenance

Les conditions de maintenance des prestations seront définies par chaque marché spécifique.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

16 - Pénalités et primes

16.1 - Pénalités de retard

Les dispositions en matière de pénalités de retard seront définies par chaque marché spécifique.

Les modalités d'exonération des pénalités de retard seront éventuellement définies par chaque marché spécifique.

Les dispositions relatives au plafonnement des pénalités de retard seront définies par chaque marché spécifique.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Les modalités d'application des pénalités journalières d'indisponibilité seront éventuellement définies par chaque marché spécifique.

16.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché spécifique ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC du marché spécifique.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

18 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution des prestations pourra être définie par chaque marché spécifique.

19 - Résiliation du contrat

19.1 - Conditions de résiliation des marchés spécifiques

Les conditions de résiliation de chaque marché spécifique sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de chaque marché spécifique pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du système d'acquisition dynamique. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du système d'acquisition dynamique.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du système d'acquisition dynamique. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du système d'acquisition dynamique est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du système d'acquisition dynamique, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché spécifique. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché spécifique.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché spécifique. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché spécifique est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché spécifique, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

20 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

21 - Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements :

TRESORERIE HOSPITALIERE OUEST MORBIHAN

1 RUE DES CAPUCINES - CS 80131

56704 HENNEBONT CEDEX

22 - Dérogations

- L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 19.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

Sophie GRUEL, Responsable Achats et Cellule Marchés

Lu et approuvé (signature)